

Un «AIP-bis» largement insuffisant

JOURNÉE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE D'ACTION LE 4 MARS

Même revu et corrigé par le Gouvernement, le projet d'accord interprofessionnel reste largement insuffisant!

Le texte proposé par le Gouvernement rencontre certaines de nos revendications.

- L'indexation automatique des salaires est maintenue.
- Les allocations sociales seront augmentées comme prévu à raison de 500 millions.
- Les conventions de prépensions spéciales sont prolongées.
- L'indemnisation du chômage économique des ouvriers à 70% (cohabitants) et 75% (isolés, chefs de ménage) est confirmée.

Ce sont des avancées, mais ce n'est pas assez.

Insuffisant

- L'effort prévu pour les salaires les plus bas (+ 10 euros/mois) est insuffisant et une fois encore payé par la collectivité alors que les employeurs continuent à recevoir des cadeaux fiscaux (5 milliards/an d'intérêts notionnels).

Il faut supprimer ces intérêts notionnels qui plombent le budget de l'Etat sans aucun retour en matière d'emploi!

Inacceptable

- Les jeunes en dessous du salaire minimum ne reçoivent rien!
- Les salaires sont bloqués: la marge maximale de 0,3% équivaut à une augmentation de 2,5 euros par mois alors que les entreprises font des bénéfices (+ 37,4 % pour les sociétés du BEL20). Nous voulons pouvoir négocier librement nos salaires dans nos secteurs.
- L'harmonisation des statuts d'ouvrier et d'employé comporte de trop faibles avancées pour les ouvriers (préavis à peine allongés alors que nous demandions 3 mois par 5 ans d'ancienneté, jour de carence maintenu).

C'est par contre un recul inacceptable du statut des employés:

- o le chômage économique est définitivement autorisé (à charge de la sécurité sociale)
- o les préavis des employés dont le salaire est supérieur à 2.250 euros – c-à-d de la grande majorité - sont rabotés.

Nous refusons la politique de régression sociale que l'on nous prépare!

Sous la pression de l'Europe:

- notre indexation automatique est toujours menacée: après la Banque Centrale Européenne et Angela Merkel qui veulent la supprimer, c'est notre Banque nationale qui entrouvre une porte pouvant conduire à la remettre en question;
- les menaces se précisent sur notre système de retraite légale;
- on nous prépare un budget d'austérité qui risque de frapper les petits revenus, la sécurité sociale et les services publics alors que les banques sauvées grâce à l'argent de la collectivité redistribuent des bonus extravagants, que les entreprises pompent l'argent public pour accroître leurs bénéfices, que rien n'est fait pour imposer correctement les gros revenus.

Nous lançons un sérieux avertissement aux employeurs et aux partis de droite. Nous avons déjà fait les frais de la crise. Ce n'est plus à nous de payer.

NON A L'AUSTERITE! NON AU RECUL SOCIAL!